

Note des autorités françaises à la Commission européenne

DG COMP/E/Food task force

COMP-E-TF-FOOD@ec.europa.eu

Référence : HT. 4145 "CAP Reform – Guidelines

Objet : Participation des autorités françaises à la consultation publique sur le projet de lignes directrices relatives à l'application des règles spécifiques énoncées aux articles 169, 170 et 171 du règlement OCM concernant les secteurs de l'huile d'olive, de la viande bovine et des grandes cultures

I – Observations générales

Le projet de lignes directrices élaboré par la Commission européenne et relatif aux articles 169, 170 et 171 du règlement (UE) n°1308/2013 précise le champ de la négociation contractuelle et les conditions exigées des organisations de producteurs (OP).

S'agissant du projet, les autorités françaises saluent l'effort des services de la Commission pour trouver des solutions pragmatiques de nature à faciliter et sécuriser l'application de ces dispositions par les OP. Elles se félicitent particulièrement, concernant la méthode simplifiée, de la proposition d'une liste d'activités qui pourront être considérées comme efficaces par elles-mêmes pour autant qu'elles concernent un volume significatif. Cette méthode devrait permettre aux OP d'être en capacité d'appliquer ces dispositions.

Néanmoins, les autorités françaises demandent à la Commission de prolonger ce travail par des lignes directrices générales sur l'application des règles de concurrence à l'agriculture tel que prévu à l'article 206 de l'OCM. De façon générale, les opérateurs interrogent régulièrement les autorités françaises sur les pratiques qu'ils peuvent mettre en œuvre sans porter atteinte au respect du droit de la concurrence. Ils se demandent notamment ce que recouvrent les notions de « pratiquer un prix déterminé » et de « concurrence exclue » mentionnée à l'article 209, paragraphe 1, 3^{ème} alinéa de l'OCM. Plus généralement, la rédaction de cet article peut soulever des difficultés d'interprétation et donc d'application.

De même, le terme « assurer la programmation de la production et son adaptation à la demande, notamment en termes de qualité et de quantité » utilisé à l'article 152, paragraphe 1, point c), i) soulève de nombreuses questions pratiques. Les autorités françaises considèrent donc que des lignes directrices dans ces domaines pourraient également aider et sécuriser juridiquement la pratique des organisations de producteurs.

Les autorités françaises proposent de préciser au point (2) des lignes directrices que la négociation contractuelle est mise en œuvre par l'OP sans accord préalable de la part d'une autorité nationale ou communautaire. En effet, la notification des quantités couvertes par la négociation aux autorités nationales compétentes introduit une ambiguïté sur ce point (paragraphe 2, point g des articles 169 à 171).

Enfin, conformément aux dispositions prévues au règlement n° 1308/2013, le point (57) du projet de lignes directrices confirme que « les membres d'une OP peuvent également être des entités qui ne sont pas des producteurs de produits agricoles concernés ». Les autorités françaises souhaiteraient savoir si ces non-producteurs pourraient alors également se prévaloir de la dérogation dans leurs relations commerciales dès lors que l'OP est habilitée à négocier au nom de ses membres des contrats

II – Observations spécifiques au secteur de la viande bovine

Les autorités françaises soumettent une proposition relative au secteur bovin afin de conforter le caractère attractif et praticable de la mesure.

Les catégories de bovins qui entrent dans le champ de la négociation contractuelle sont précisées à l'article 170, paragraphe 1. Il s'agit des bovins non reproducteurs, destinés à la boucherie.

Les autorités françaises proposent de préciser dans les lignes directrices que le champ des animaux éligibles concerne tous les bovins destinés à la boucherie, qu'il s'agisse des bovins à l'issue de la phase d'engraissement ou à l'issue de la phase de naissage. En effet ces derniers, commercialisés pour l'engraissement, seront commercialisés, au stade suivant, en tant que bovins destinés à la boucherie dans l'un des codes NC prévu à l'article 170.

Limiter la négociation contractuelle, telle que prévue à l'article 170, aux animaux destinés immédiatement à la boucherie présenterait les difficultés suivantes :

- une perte d'intérêt économique, en particulier pour les OP dans les régions de naissage, qui rassemblent surtout des animaux destinés à l'engraissement. Pour ces OP, le chiffre d'affaires issu de la vente des animaux à engraisser peut représenter de l'ordre de 50 % du total des ventes ;
- une impossibilité pratique de mettre en œuvre la disposition lorsqu'une OP négocie avec des intermédiaires (négociants) qui peuvent ensuite décider de la destination finale de l'animal (engraissement, abattoir).

III – Conclusions

- Les autorités françaises souhaiteraient donc que le projet de lignes directrices prenant en compte les remarques susvisées sur le secteur bovin puissent être publiées dans les meilleurs délais ;
- Elles souhaitent que soit engagé dans un deuxième temps un projet de lignes directrices relatives à l'application de l'article 209 de l'OCM et du rôle des organisations de producteurs.